

Devoir Surveillé n° 3**Branche** : Sciences Economiques et de Gestion**Durée** : 3 H**Matière** : Economie Générale et Statistique**Filière** : Sciences Economiques**Coefficient** : 6**Professeur** : Larbi TAMNINE

Samedi 24 Mars 2012

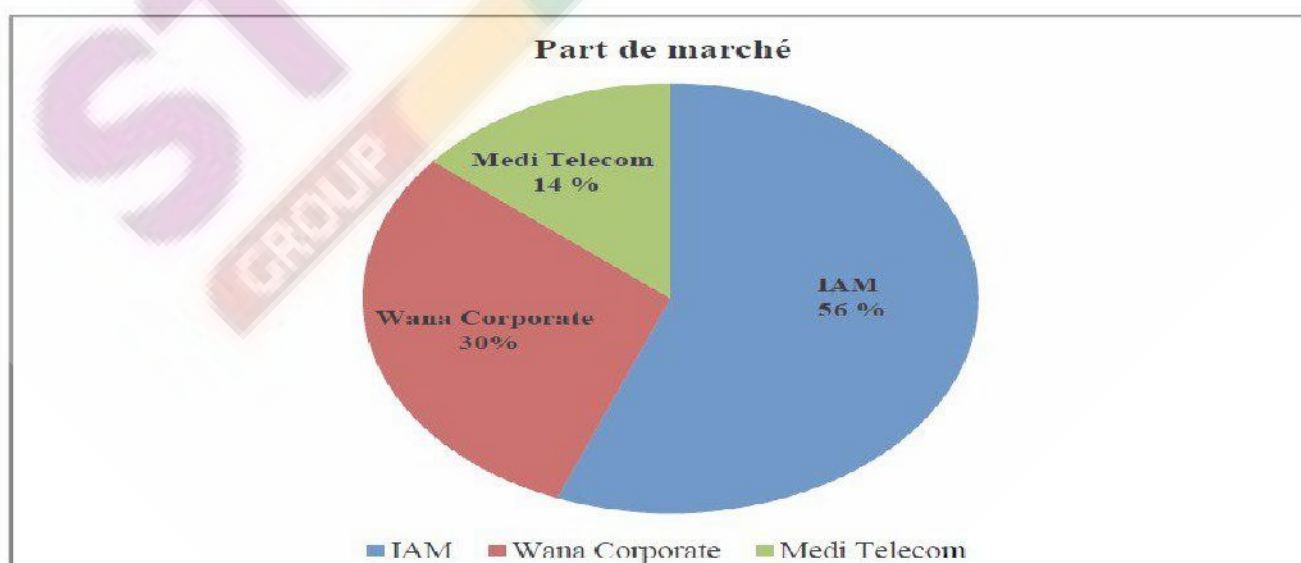
DOSSIER I : Etat de la Conjoncture nationale et internationale (9 points)**DOCUMENT 1 : Télécoms : Le marché de l'Internet dope la croissance du secteur**

Longtemps considéré comme sûr et rentable, le secteur des télécommunications a toujours été perçu comme levier de croissance majeur dans le développement socio-économique du Maroc. Et il faut avouer que les chiffres publiés par l'ANRT ne font que conforter cette réalité. En effet, les télécoms ont enregistré un très fort taux de croissance pour l'année 2011....

C'était prévisible, la montée en puissance du marché de l'Internet n'étonne personne. Ce marché a explosé la croissance du secteur des télécoms, réalisant une hausse de 70,44% par rapport à 2010, avec trois millions de clients. La 3G occupe la première position avec 81,41% du parc global Internet, suivie de l'ADSL avec 18,53%. L'année 2011 a été marquée par une baisse des prix.... En effet, la tendance baissière des prix mesurée par la facture moyenne mensuelle par client Internet se confirme. Elle est passée de 80 DHHT/mois/client à fin décembre 2010 à 53 DHHT/mois/client à fin décembre 2011 marquant ainsi une baisse de 34%. Concernant l'Internet 3G, cette dernière a enregistré une baisse de 33%, contre 17% pour l'ADSL.

Il faut souligner que le secteur des télécoms au Maroc a connu un essor important grâce, entre autres, à une politique de libéralisation qui a permis l'arrivée de nouveaux acteurs. Cette dynamique concurrentielle dans laquelle s'est lancé le pays, ces dernières années, a poussé d'une part le régulateur à une refonte réglementaire, et d'autre part, les opérateurs à s'aligner sur les offres des pays de la région, induisant ainsi des changements au niveau des prix et des moyens technologiques.

www.financenews.press.ma, Edition du 02 Février 2012 et www.lematin.ma, Edition de 26 Janvier 2012

DOCUMENT 2 : Part de marché de l'Internet à Fin Décembre 2010

Rapport annuel 2010 de l'ANRT, www.anrt.ma

DOCUMENT 3 : Poursuite du déficit de liquidité en 2012

Le déficit de la liquidité qui a marqué le marché monétaire au cours des deux dernières années risque de persister en 2012. Pour bon nombre d'analystes, l'année en cours devrait s'inscrire dans le prolongement de la précédente, et ce selon les différentes projections. Plusieurs risques pourraient impacter la croissance économique, tels que la dépréciation du Dirham face au Dollar avec pour corollaire l'aggravation du déficit commercial. On peut citer également la baisse de la demande étrangère adressée au Maroc et le recul des transferts des MRE, des revenus touristiques et des IDE qui se traduisent ipso facto par une réduction de la liquidité disponible.

D'autres facteurs restrictifs pourraient être à l'origine du creusement du déficit de liquidité en 2012. Il s'agit notamment du recours du Trésor au marché local pour financer ses besoins, le ralentissement de la distribution des crédits à l'économie et, par conséquent, la baisse du rythme de la création monétaire et de la dynamique des opérations de change qui pourraient réduire davantage les réserves en devises.

D'après un analyste de BMCE Capital, «**dans un contexte marqué par une raréfaction de la liquidité et en vue de maintenir la stabilité des taux, la Banque centrale devrait continuer à alimenter le marché monétaire en volumes nécessaires via le canal de l'avance à 7 jours**».

www.finances.nwes.ma, Edition du 23 Février 2012

DOCUMENT 4 : Vers un ralentissement de la croissance économique mondiale

Dans un contexte international incertain, marqué par des tensions sur les marchés financiers et la baisse de la confiance des consommateurs et des entrepreneurs, la croissance économique mondiale a légèrement ralenti au quatrième trimestre 2011.

Le PIB des économies avancées a décéléré (+ 0,2%, après + 0,5%, en variations trimestrielles) et celui des pays émergents a continué d'enregistrer des rythmes de croissance relativement modérés, par rapport à 2010.

L'économie de la zone euro est entrée en récession au quatrième trimestre 2011, affichant une baisse de 0,3%, en glissement trimestriel. La conjoncture dans la zone a été affectée par les turbulences financières observées depuis l'été, ainsi que par la baisse de la demande intérieure et des exportations. Au premier trimestre 2012, l'activité continuerait de se détériorer notamment en Italie et en Espagne, alors qu'elle stagnerait en France et en Allemagne.

De 4,8% au troisième trimestre, la croissance économique nationale aurait été de 4,7% au quatrième trimestre 2011, se maintenant, ainsi, à un niveau au-dessus de la moyenne des cinq dernières années. A l'origine de cette évolution, la bonne tenue des activités non-agricoles, tirées, en particulier, par le dynamisme du BTP et l'orientation positive des secteurs tertiaires. En effet, la croissance des activités hors agriculture est passée de 4,2% au deuxième trimestre à 4,7%, au troisième trimestre, et devrait se maintenir au même niveau au quatrième trimestre 2011.

Note de la conjoncture n°19, Janvier 2012, www.hcp.ma

DOCUMENT 5 : Eléments de la demande en % du PIB nominal

	2009	2010	2011 (p)	2012 (p)
Importations de biens et services	39,7	42,9	47,6	46,5
Consommation finale intérieure	75,3	74,8	75,2	<u>74,7</u>
Formation brut du capital fixe	30,9	30,7	31,5	31,5
Variation du stock	4,8	4,5	6,3	5,9
Exportations de biens et services	28,7	33,0	34,6	... ?.....
Capacité ou besoin de l'économie	- 5,4	- 4,3	-----	-----

Rapport économique et financier accompagnant la loi de finances 2012

DOCUMENT 6 : Importations des produits énergétiques (Maroc)

Quantités en millions de tonnes Prix en 1000 DH	2009*		2010**	
	Quantités	Prix par tonne	Quantité	Prix par tonne
Huile brute de pétrole	4,8	3,6	5,2	4,8
Produits pétroliers	6,6	4,3	6,5	5,6
Autres produits énergétiques	5,4	1,7	5,6	1,3

* Chiffres révisés ** Chiffres provisoires

Rapport de Bank Al Maghrib 2010, www.bkam.ma

TRAVAIL A FAIRE :

1) Caractériser les marchés, objet des documents 1 et 3, en reproduisant et en complétant le tableau ci-dessous :					2 pts
	Type de marché selon l'objet	Offre	Demande	Le prix	
Document 1					
Document 3					
2) Expliquez le taux de croissance du marché de l'Internet au Maroc en 2011 (document1).					0,5 pt
3) Interprétez le schéma du document 2.					0,5 pt
4) A partir du document 3 :					
a) Relevez deux causes de sous-liquidité du marché monétaire au Maroc ;					0,75 pt
b) Proposez deux solutions pour réduire ce déficit ;					0,5 pt
c) Expliquez la phrase soulignée.					0,5 pt
5) A partir du document 4, appréciez le niveau de la croissance économique au Maroc au 4 ^{ème} trimestre 2011					0,75 pt
6) En vous référant au document 5 :					
a) Dédurre la formule et l'optique du calcul du PIB ;					0,25 pt
b) Lisez les pourcentages soulignés ;					0,5 pt
c) Calculez et interprétez le pourcentage qui manque dans le tableau ;					0,5 pt
d) Que représente le pourcentage entouré ;					0,25 pt
e) Appréciez la contribution des éléments de la demande à la croissance économique en 2010.					0,5 pt
7) A partir du document 6 :					
a) Calculez l'indice Laspeyres des prix des importations des produits énergétiques en 2010 (base 100 en 2009)					0,5 pt
b) Interprétez le résultat obtenu.					0,5 pt
c) Précisez l'impact de ce résultat sur le Budget de l'Etat.					0,5 pt

DOSSIER II : Dysfonctionnements conjoncturels et décisions de politique économique (10 points)**DOCUMENT 7 : Evolution des charges et des ressources du trésor** (montants en millions de DH)

Rubriques (Situations cumulées à partir de Janvier)	Septembre 2010	Septembre 2011	Variation en %
Recettes ordinaires	146 557	163 044	11,2
Salaires/ Biens et services	87 368	89 347	2,3
Intérêt de la dette publique	12 809	13 624	6,4
Compensation	20 000	37 250 ?.....
Investissement	32 012	30 219	- 5,6

Note de la conjoncture n°19, Janvier 2012, www.hcp.ma

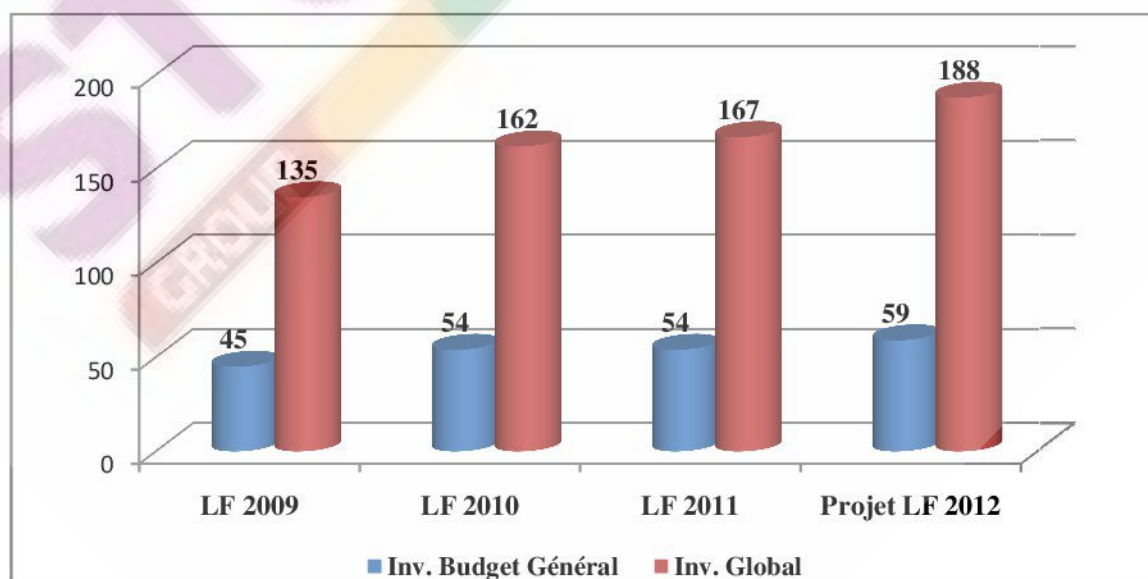
DOCUMENT 8 : Les dépenses d'investissement

Au cours des dernières années les finances publiques ont été orientées vers l'appui à la demande intérieure. Ces choix budgétaires ont été à l'origine d'une capacité de résilience plus importante de l'économie marocaine. De ce fait, au moment où des contre-performances ont été enregistrées dans plusieurs pays, l'économie marocaine a enregistré en moyenne un taux de croissance, en volume, de 4,7% entre 2008 et 2010.

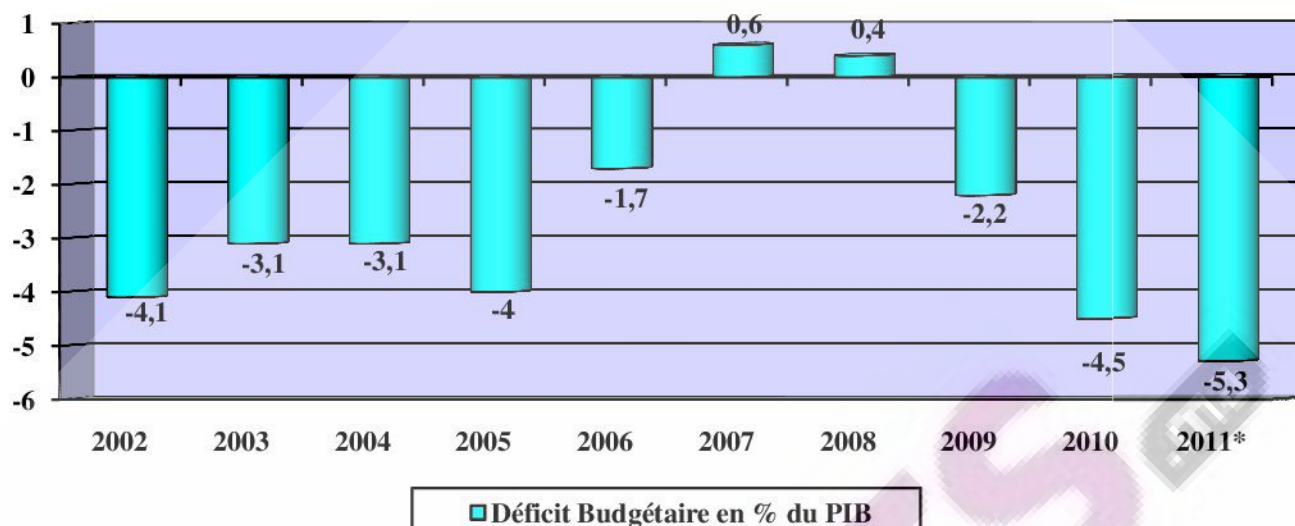
Dans ce sens, l'effort d'investissement consenti par le biais du budget de l'Etat a connu une croissance spectaculaire au cours des dernières années pour répondre aux besoins d'infrastructures et de réduction des déficits sociaux. Entre 2001 et 2010, les dépenses d'investissement de l'Etat ont connu un taux d'accroissement annuel moyen de 9% de sorte que leur part dans le budget total a été renforcée, passant de 18,3% en 2001 à 21,6% en 2010. L'effort d'investissement a été plus soutenu depuis 2006. En effet, le taux d'accroissement moyen a été multiplié par plus de deux, soit 18,9% sur la période 2006-2010. C'est ainsi que la part de l'investissement dans le PIB est passée à 5,8% en 2010 contre 4,3% au début de la décennie. Cette évolution devrait exercer un effet de levier sur l'investissement du secteur privé au cours des prochaines années.

[...] Au chapitre investissement, l'effort global pour 2012 se chiffre à 188,3 milliards de DH, en hausse de 12,55% (+21 milliards) par rapport à 2011. Ce montant global comprend, entre autres, l'investissement du budget général pour 59,13 milliards de DH, au lieu de 54,8 milliards en 2011 et celui des entreprises et établissements publics pour 122,8 milliards de DH.

Rapport économique et financier accompagnant la loi de finances 2012, et www.lavieeco.ma, Edition du 20/03/2012

DOCUMENT 9 : Evolution de l'Investissement public au Maroc 2009-2012 (En milliards de DH)

Graphique élaboré à partir des données du ministère de l'économie et des finances (LF 2011 et projet de LF 2012)

DOCUMENT 10 : Evolution du déficit budgétaire 2002-2011

* Déficit prévu si l'Etat n'arrive pas à faire des économies sur les charges de fonctionnement

Direction du Trésor, Ministère de l'économie et des finances

DOCUMENT 11 : Les économies émergentes face à l'inflation

Comment contenir l'inflation sans menacer la croissance de l'économie ? A cette question, les pays émergents ont apporté trois types de réponse au cours de l'année écoulée, mais sans grand succès jusqu'à présent. La première, la plus simple, consiste à relever les taux d'intérêt. La Banque centrale indienne, par exemple, a augmenté à six reprises son taux directeur en 2010 de 4,75 % à 6,25 %, ce qui n'a pas empêché l'inflation de s'accélérer. Au Brésil, les taux ont été relevés de 8,75 % à 10,75 %, sans plus de succès. La Chine, plus réticente à jouer sur les taux par crainte d'attiser les entrées de capitaux, a procédé à six reprises en 2010 à une hausse du montant des réserves obligatoires que ses banques sont tenues de conserver à la banque centrale. La seconde solution consiste à limiter les entrées de capitaux par un contrôle des changes plus strict....

La troisième solution, la plus efficace sans doute, consisterait à laisser le taux de change s'apprécier. Parce qu'elle pénalise les exportations et donc l'emploi, elle est précisément celle que les pays émergents répugnent le plus à mettre en œuvre.

Alternatives Economiques Hors-série n° 088 - Février 2011

DOCUMENT 12:

Aux Etats-Unis, la décre de taux d'inflation, qui se rapproche dangereusement de zéro, a conduit la Fed, la Banque centrale américaine, à réactiver son programme de détente quantitative, annonçant le rachat au premier semestre 2011 de 600 milliards de dollars de titres de la dette publique américaine. Dans la zone euro, une inflation moyenne de 1 % masque, selon le Fonds monétaire international (FMI), des tensions déflationnistes persistantes en Irlande, en Espagne, aux Pays-Bas et en Finlande. Quant au Japon, il s'emploie encore, vingt ans après le krach du nikkei, à s'extraire de la déflation rampante qui ronge son économie... Parallèlement, l'annonce au mois d'août de la relance de la détente quantitative par la Fed a donné le signal d'une envolée des Bourses et de l'ensemble des actifs spéculatifs (or, matières premières, pétrole), dopés par la perspective de nouvelles injections massives de liquidités.... La Fed espère ainsi contrer les pressions déflationnistes émanant de la sphère réelle (capacités d'offre toujours largement excédentaires) et de la situation financière des ménages (chômage, surendettement et déprime persistante des prix immobiliers).

Alternatives Economiques Hors-série n° 088 - Février 2011

TRAVAIL A FAIRE :

8) En vous référant au document 7 : a) Calculez et lisez la donnée soulignée ; b) Calculez le solde ordinaire pour Septembre 2010 et Septembre 2011 (Situations cumulées à partir de Janvier) ; c) Commentez l'évolution du solde ordinaire entre les deux dates ;						0,5 pt 1 pt 0,75 pt
9) En vous aidant du document 8, montrez le rôle économique et social des investissements publics						1,25 pt
10) A partir du document 9 : a) Calculez l'indice d'évolution des dépenses d'investissement du budget général de l'Etat en 2012 (base 100 en 2009) b) Interprétez le résultat obtenu ;						0,25 pt 0,5 pt
11) Commentez l'évolution du déficit budgétaire entre 2007 et 2011 (Document 10)						0,75 pt
12) En vous basant sur les documents 11 et 12 : a) Caractérissez la politique monétaire des pays émergents et de la banque centrale américaine (FED) (reproduisez et complétez le tableau suivant) :						1,5 pt
	Instruments	Actions (manipulation des instruments)	Objectifs intermédiaires	Objectifs finals	Nature de la politique monétaire	
Pays émergents						
FED						
b) Les décisions des banques centrales des pays émergents confirment ou rejettent-elles l'apport théorique de M. Friedman ? Justifiez						0,75 pt
13) Question de synthèse Les lois de Finances des années précédentes retiennent parmi leurs objectifs prioritaires l'accélération du rythme de la croissance, à travers la poursuite de l'effort de l'investissement public. Dans un développement structuré montrez comment <u>l'investissement public peut être un levier incontournable de l'activité économique au Maroc</u> dans un contexte marqué par les conséquences négatives la crise économique mondiale, l'instabilité des marchés de la dette souveraine, la perturbation des prix des produits de base et des taux de change,... (Aidez-vous des réponses précédentes et documents ci-dessus).						2,75 pts

Important :

* 1 point est réservé à la présentation de la copie, évitez les ratures et les surcharges et mentionnez le numéro de dossier puis de la question.

* La machine à calculer non programmable est autorisée.

* Les calculs justificatifs doivent figurer sur la copie.